

NOVEMBRE 2021

# RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – ALINDAO

PROJET RELSUDE



**ACTED**

**CONCERN**  
worldwide



**COOPDI**  
COOPERAZIONE  
INTERNAZIONALE



**OXFAM**



**IMPACT**  
AGORA



**FREE  
PRESS  
UNLIMITED**



**BÊKOU**  
Fonds fiduciaire de l'UE pour la République centrafricaine

---

# RESUME EXECUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine.

En janvier 2013, les forces du Séléka prirent possession de la ville d'Alindao, entraînant, en réponse à leur présence, la formation des Anti-Balaka au courant du même mois par les hommes chrétiens. La série d'affrontements qui s'en suivirent menèrent les Séléka à la prise totale de la ville en mai, poussant les Anti-Balaka à s'installer sur les axes périphériques. La situation entrava la libre circulation des deux communautés. La fin des années 2017 et 2018 et des affrontements qui prirent place entre les Anti-Balakas et les L'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), successeurs des Séléka, signifia l'arrêt de la circulation, les chrétiens ne pouvant plus accéder au centre-ville d'Alindao, sous contrôle des UPC, et les musulmans exclus des zones périphériques. Cette situation résulta en un déplacement de population important vers les sites de déplacés.

Afin d'apaiser la situation, les organisations de la société civile organisèrent une campagne de sensibilisation auprès des communautés, et promurent un processus de dialogue avec les groupes armés afin de mettre fin aux hostilités jusqu'à l'arrivée des Forces armées centrafricaines (FACA) et de leurs alliés.

Par la suite, et encore jusqu'aujourd'hui, les FACA et les forces bilatérales contrôlent la ville d'Alindao, sans pour autant avoir sécurisé les axes périphériques, dont certains demeurent sous le contrôle des groupes armés. La reprise de la libre circulation est fortement réclamée par la population locale après des années de mobilité réduite et leur arrivée constitue une nette amélioration pour toutes les communautés en termes sécuritaires. Cependant, elle suscite certaines critiques, leurs exactions étant dénoncées par les habitants qui redoutent une approche arbitraire. En effet, il semble que ces exactions ont généré une situation d'imprévisibilité, perçue négativement par les communautés musulmanes qui se sentent plus ciblées que les communautés chrétiennes, renforçant un clivage intercommunautaire déjà existant après huit ans de division.

Les Anti-Balaka, bien qu'aillant une capacité fortement réduite, restent actifs sur les axes et la périphérie de la ville, et l'UPC présente toujours la capacité d'être une nuisance même dans le centre-ville. Les groupes armés sont maintenant considérés comme des éléments subversifs à la paix locale. Leurs actions et les divisions spatiales et communautaires qu'elles ont renforcées ont engendré un clivage profond entre les communautés musulmanes et chrétiennes. Si les habitants peuvent maintenant circuler librement dans des zones auparavant accessibles uniquement par l'autre communauté, et si des échanges économiques de nature modeste ont repris, un travail important de réconciliation et de reconstructions des liens sociaux restent à faire.

Parmi les déplacés des villes avoisinantes, beaucoup dénoncent les conditions de vie et les abus dont ils sont victimes dans les camps qui leurs sont dédiés, exprimant leur souhait de retourner dans leur localité d'origine.

En plus de l'insécurité générale, la division de la ville pendant huit ans a eu pour principal effet l'effondrement de l'économie locale, et le ralentissement avancé des activités économiques. L'arrivée des FACA et de leurs partenaires a permis une modeste reprise de ces dernières, mais faute d'une libre circulation totale sur les axes périphériques, de manque de moyens financiers des habitants, et de l'absence d'opportunités professionnelles pour les jeunes, la relance semble empêchée.

Au fil des conflits, particulièrement à Alindao, les femmes ont souvent été les victimes d'agressions sexuelles multiples de la part des différents acteurs présents, un fléau qui aujourd'hui semble toujours être une réalité pour beaucoup d'entre elles.

Les organisations de société civile ont joué un rôle important dans l'apaisement des conflits locaux et leur prévention. En partenariat avec la maire précédente, figure référente en termes de résolution de conflit, un dialogue fut engagé avec les groupes armés afin de mettre fin aux exactions, et un processus de cohésion

---

sociale fut entamé afin de maintenir les relations intercommunautaires. Les multiples organisations de la société civile (OSC) de femmes à Alindao semblent tout particulièrement centrales dans ces différents processus et dans la mise en valeur du rôle des femmes au sein des échanges intercommunautaires, leur conférant une popularité, bien que cette dernière semble bien plus forte auprès des femmes que des hommes enquêtés. En revanche, le Comité de paix et de réconciliation (CLPR), existant au sein de la localité, ne semble pas être actif. Les principaux acteurs et organisations présentes sont détaillés dans ce rapport.

Cette consultation a permis d'identifier plusieurs éléments prioritaires afin de conseiller et d'apporter un appui à Alindao et ses habitants. Les répondants préconisent une stabilisation de la situation sécuritaire en ville et dans la périphérie et une réconciliation avec pour but de renouer les relations intercommunautaires. Seulement à la suite du retour de cette dernière, l'économie pourra reprendre et les déplacés pourront rentrer.

- Améliorer la **situation sécuritaire**
  - **Renforcer la présence des autorités de l'Etat** dans la localité en augmentant les effectifs de la gendarmerie et de la police, et en apportant un appui matériel et financiers ;
  - **Rétablir les instances judiciaires** pour mettre fin aux jugements arbitraires et permettre le retour de l'état de droit.
- Soutenir le retour de la **libre circulation**
  - Entamer un **processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)** et faciliter la réinsertion sociale et économique des membres des groupes armés ;
  - **Réaménager les infrastructures routières** permettant le transport de marchandise et le désenclavement territorial de la ville.
- Renforcer la **cohésion sociale** par un dialogue inclusif et des campagnes de sensibilisation au vivre ensemble et sur les méthodes non-violentes de la résolution de conflit/
- Soutenir la **relance économique**
  - Permettre le retour des enseignants qualifiés pour une **éducation** améliorée ;
  - Offrir des possibilités de **formation professionnelle** pour les jeunes par la création de centres d'apprentissage ;
  - Apporter un **appui financier et matériel aux acteurs économiques** tels que les groupements de métiers, les petits commerces et les agriculteurs ;
  - Favoriser la **création d'emploi** par la mise en place d'AGR.
- Soutenir **les déplacés et les migrants de retour** en favorisant leur réinsertion économique et sociale.
- Réévaluer **la distribution des aides humanitaires** en collaboration avec les communautés locales afin d'assurer un processus perçu comme équitable par tous.

# TABLE DES MATIÈRES

Résumé Exécutif.....	0
Abbréviations.....	4
Introduction.....	5
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE.....	5
Méthodologie.....	5
Alindao.....	6
Situation politique, ordre public et sécurité.....	1
Histoire des tensions à Alindao.....	1
Situation actuelle.....	2
Acteurs dans les conflits.....	3
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	6
Relations avec les groupes armés.....	7
Réfugiés – déplacés.....	8
Economie.....	9
Crise économique.....	9
Relance économique.....	10
Manque d'éducation.....	10
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	11
Femmes.....	12
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	12
Comité local de paix et de réconciliation (CLPR).....	12
Plateforme religieuse.....	13
Wali Londo.....	14
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	15
Club de femmes.....	16
Ville Propre.....	17
Association des taxi-motos.....	17
Jeunesse islamique.....	17
Comité de soutien.....	17
L'ancienne maire.....	18
Recommandations.....	19
Sécurité.....	19
Libre circulation.....	20
Cohésion sociale.....	20
Relance économique.....	21
Soutien aux déplacés et migrants de retour.....	22
Annexes.....	24

---

# ABBREVIATIONS

CLPR - Comités Locaux de Paix et de Réconciliation

CPC - Coalition de Patriotes Centrafricains

DDR - Désarmement, Démobilisation et Réintégration

FACA - Forces Armées Centrafricaines (Central African Armed Forces)

MINUSCA - Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA - L'Organisation des Femmes Centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI - Organisations non-gouvernementales internationales

OSC – Organisation de société civile

PRL – Plan de Relèvement Local

UPC - Unité pour la paix en Centrafrique

---

# INTRODUCTION

## ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopï, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

## MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnées, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

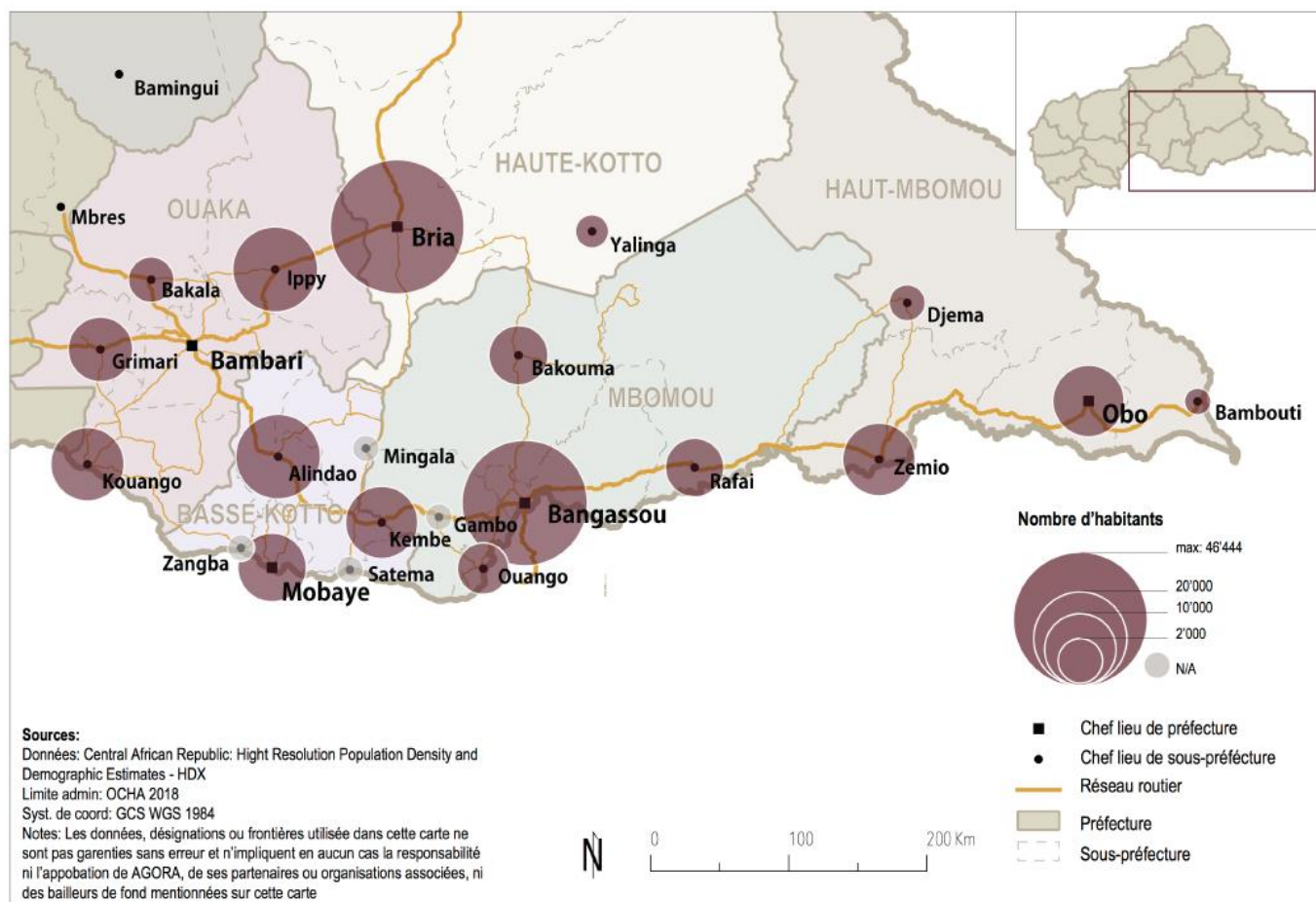
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

# ALINDAO

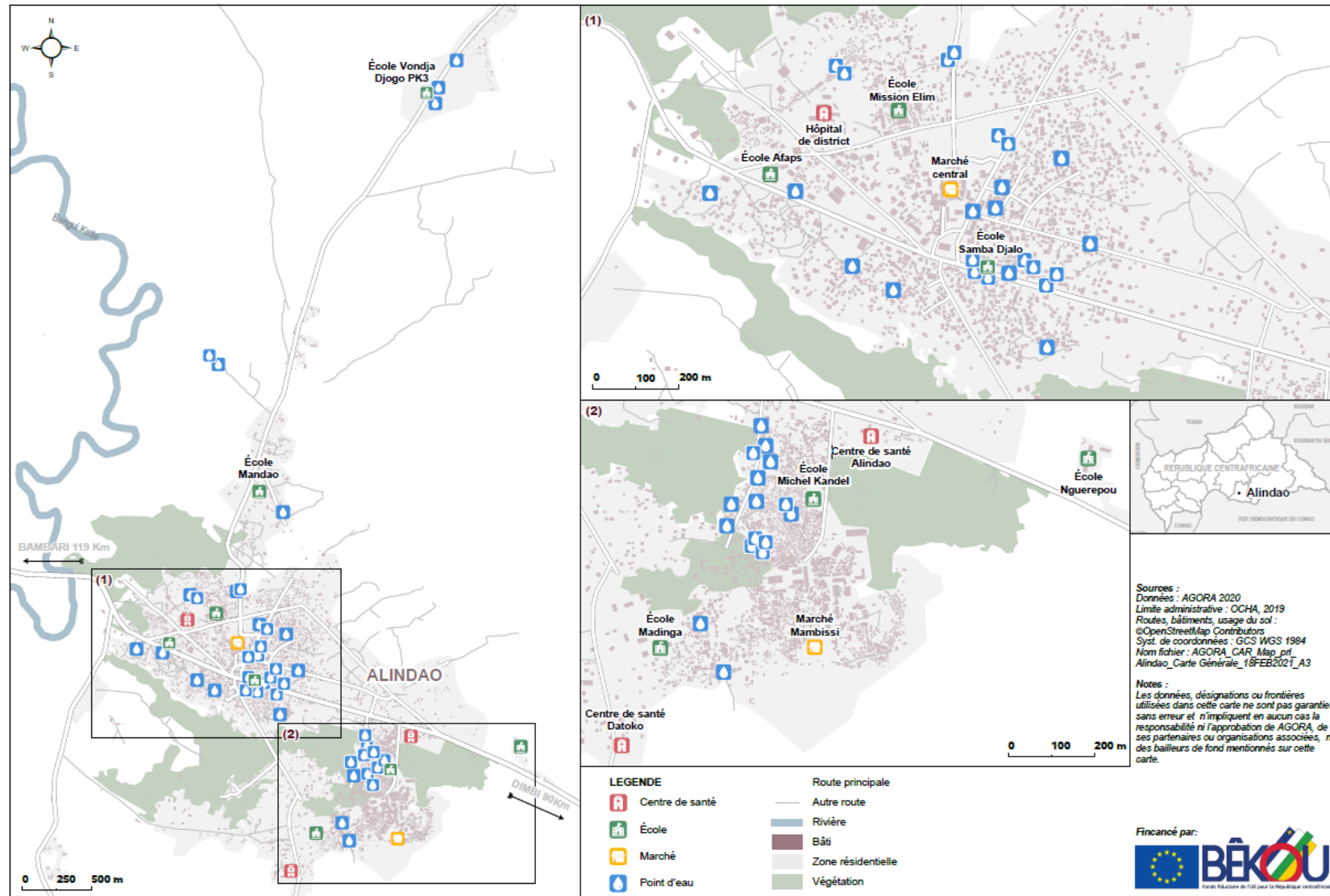
Alindao est situé dans la préfecture du Basse-Kotto. La population du centre urbain est estimée à environ 17 500 habitants, d'après des informateurs clés, qui se basent sur le recensement de 2018.<sup>1</sup>

La ville se caractérise par une certaine diversité. Alindao est habitée par différentes groupes ethniques qui sont entre autres : les Banda, Runga, Gbougou, Yakoma, Gbanziri, Sango, et Peuhls. Il y aurait également la présence de Tchadiens en ville selon certains habitants.



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la RCA (Agora – 2020)<sup>1</sup>

<sup>1</sup> AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local d'Alindao, lien : [https://www.impact-repository.org/document/impact/450f3d00/AGORA\\_CAR\\_PlanRelèvementLocal\\_Alindao\\_fevrier2021.pdf](https://www.impact-repository.org/document/impact/450f3d00/AGORA_CAR_PlanRelèvementLocal_Alindao_fevrier2021.pdf), p.7, consulté le 02/11/21



Carte Générale du centre-ville d'Alindao (Agora 2021)



# SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

## HISTOIRE DES TENSIONS À ALINDAO

Alindao a subi le passage de deux groupes armés. Après l'arrivée des Séléka, les hommes des communautés chrétiennes se sont vite organisés en Anti-Balaka. Plusieurs incidents se sont produits jusqu'à ce que les FACA et les alliés arrivent en ville plus tôt cette année.

La coalition Séléka est arrivée au début de janvier 2013. À la fin du mois de leur arrivée, les Anti-Balaka s'étaient constitués pour, selon eux, protéger les communautés chrétiennes. Après avoir pris le contrôle du centre-ville pendant quelques jours, les Anti-Balaka ont dû se retirer vers le site de déplacés de l'église catholique et de l'école Madinga. En mai 2013, les Séléka lancent une nouvelle offensive et parviennent à chasser les Anti-Balaka, qui s'installent par la suite à 7km à Dakoto où ils demeurent basés jusqu'aujourd'hui.

La division communautaire et spatiale de la ville qui s'en suivit rendu l'accès aux zones chrétiennes et musulmanes difficile pour les personnes de l'autre communauté

Pendant leur contrôle de la ville, le groupe armé gérait la vie publique et a remplacé le rôle de Etat à Alindao, occupant les bureaux administratifs, imposant des taxes et tranchant dans les litiges.

Depuis 2016, des sites de déplacés ont été mis en place autour de la ville, rassemblant des familles fuyant des altercations violentes dans les zones périphériques et dans d'autres parties du pays.

En fin 2017, au centre-ville, les UPC, successeur des Séléka, ont tué un homme chrétien et ses 3 enfants qu'ils accusaient de ravitailler les Anti-Balaka. En représailles, les Anti-Balaka ont attaqué un quartier à dominance musulmane.

En octobre 2018, des éléments UPC ont attaqué le site catholique et assassiné un prêtre qu'ils accusaient de soutenir les Anti-Balaka. Cette attaque a fait plusieurs morts parmi les déplacés, menant la population à fuir la localité en grand nombre.

Ces deux événements ont cristallisé la situation dans la ville. Il était devenu quasiment impossible pour les personnes chrétiennes d'aller au centre d'Alindao. Les membres des communautés musulmanes étaient, quant à eux, exclus des sites occupés par les Anti-Balaka. Entre les deux zones, la MINUSCA avait organisé une zone d'interposition.

Par la suite, les organisations de la société civile ont commencé à sensibiliser les communautés pour mettre fin aux hostilités. Elles avaient entamé des pourparlers avec les groupes armés pour désamorcer la situation lorsque les FACA et leurs alliés sont arrivés à Alindao. Les groupes armés, maintenant en coalition à travers le CPC, se sont retirés de la ville mais restent présents dans les zones périphériques et sur les axes routiers.

## SITUATION ACTUELLE

Depuis l'arrivée des forces de l'ordre conventionnelles et leurs alliés, la libre circulation a repris modestement. La gendarmerie et la police ont repris leur rôle et les chefs de quartier et de groupe continuent de mener leurs activités dans leur partie de la ville. Ce sont ces acteurs-ci qui ont commencé à trancher les litiges entre les habitants depuis le départ des groupes armés. Le nouveau maire et le sous-préfet sont généralement bien vus par les communautés de la ville. Cependant, la ville reste largement divisée en zones communautaires distinctes pour les communautés chrétiennes et musulmanes.

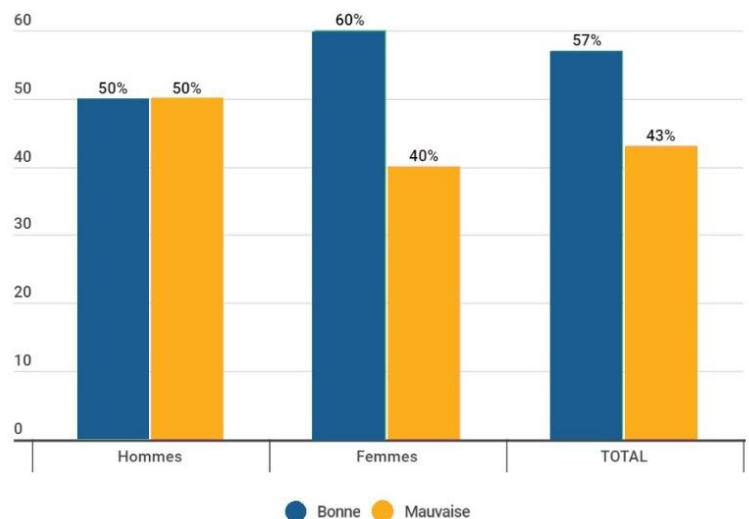
Les actions des FACA et de leurs alliés sont, selon certains répondants, aussi de nature à créer la peur et la division, comme expliqué davantage dans la prochaine section. Il existe un système de revanche qui permet des règlements de compte entre habitants de la ville. Plusieurs répondants, de toutes communautés confondues, ont expliqué qu'il suffit souvent d'accuser quelqu'un d'être un membre de l'UPC pour les faire arrêter. En outre, il est fait mention d'exécutions sommaires commises dans la ville.

Cette situation pousse plusieurs répondants à réclamer le retour des autorités judiciaires afin de rétablir l'Etat de droit, d'obtenir l'égalité de jugement pour tout le monde, ainsi que pour juger ceux qui ont commis des crimes pendant que les groupes armés contrôlaient la ville.

Les groupes armés se sont retirés dans les zones périphériques mais maintiennent leur capacité de nuisance dans la ville, tout comme sur les axes routiers. La reprise modeste de la libre circulation ne s'étend donc pas en dehors de la ville. Un informateur clé explique que les zones contrôlées par les Anti-Balaka sont hostiles aux musulmans, alors que celles contrôlées par les UPC sont hostiles envers les chrétiens. Il reste difficile pour la population de vaquer à leurs activités ou de regagner leurs domiciles antérieurs à la crise. La différence majeure entre la menace posée par ces deux groupes armés, selon les répondants, est que l'UPC maintient la capacité de nuisance en ville, pendant que les Anti-Balaka resteront dans leurs zones périphériques.

Ainsi, la ville est au moins partiellement coupée du reste du pays. Afin de la ravitailler, la MINUSCA accompagne et escorte les convois des camions transporteurs.

Malgré cette situation, 57% des répondants estiment que la situation sécuritaire est bonne – sans pour autant nier l'insécurité qui demeure. Ils tiennent toujours majoritairement les groupes armés responsables pour l'insécurité. Pour les répondants chrétiens, il est clair que le problème réside auprès de l'UPC. Les réponses des enquêtés musulmans sont en revanche plus nuancées : un peu plus de la moitié



'Comment estimez-vous votre sécurité ?' (n=35)

indique toujours l'UPC, mais 29% cite aussi les Anti-Balaka et un sur cinq mentionne les FACA.

En conclusion, les répondants ne se considèrent pas encore comme vivant en paix – surtout parmi les hommes, qui pourtant l'indiquent comme l'aspect le plus important dans la vie. 86% craignent devenir victime d'un abus à l'avenir. Pour deux tiers d'entre eux, leur crainte se focalise sur la perte d'un membre de leur famille dans le conflit. Une fois de plus, ce sont les groupes armés qui sont le plus craints. Même les répondants musulmans les mentionnent à 70%, contre 30% qui craignent les FACA et leurs alliés.

Les effets de cette insécurité sont, pour les répondants, majoritairement économiques. Spécifiquement, ils déplorent l'absence d'activités économiques et le coût élevé de la vie. Cependant, 60% indiquent qu'elle entraîne également un risque pour la vie. Une vision sombre de l'avenir se révèle parmi une bonne partie des habitants consultés :

*TOUT PORTE À CROIRE QUE L'AVENIR EST SOMBRE PARCE QUE L'ÉTAT NE S'OCCUPE PAS D'EUX, IL N'Y A PAS DE PERSONNEL QUALIFIÉ POUR L'ÉDUCATION DE NOS ENFANTS, IL Y A DES GROUPES ARMÉS PARTOUT SUR LES AXES, LES ROUTES SONT DANS UN ÉTAT DE DÉGRADATION TRÈS AVANCÉE ET PERSONNE NE SONGE À AMÉNAGER CES ROUTES, LE PRIX DES PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ NE FONT QU'AUGMENTER, LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NE FONCTIONNENT PAS À CAUSE DES EFFETS DE LA CRISE, L'HÔPITAL NE FONCTIONNE PAS BIEN, BEAUCOUP D'ENFANTS MEURENT À CAUSE DU PALUDISME DONC IL SEMBLERAIT QUE LE PIRE RESTE À VENIR.<sup>3</sup>*

## FEMMES

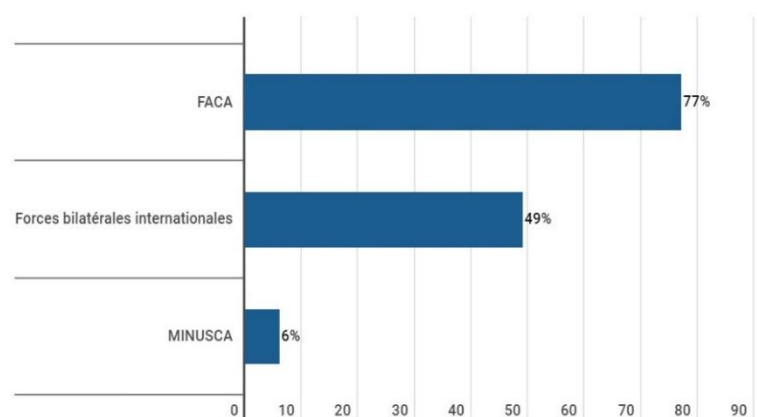
Les femmes des différentes communautés d'Alindao se sentent plus à même d'être les victimes d'abus que les hommes.

Notamment, les histoires d'agressions sexuelles, particulièrement de viol, et la menace persistante à cet égard sont régulièrement exprimées de façon explicite à Alindao. Quatre femmes sur dix ont peur d'en être victimes. Et des membres de toutes les parties, y compris de la MINUSCA, sont accusés d'avoir commis de tels actes dans le passé. Ces menaces se font particulièrement ressentir sur les sites de déplacés selon les répondants.

En termes de menaces en général, les femmes chrétiennes ont surtout peur des groupes armés. Quant aux femmes musulmanes, elles ont également peur des FACA. La moitié des femmes affirme avoir déjà fait l'expérience des abus cités, et trois quarts indiquent connaître une femme survivante d'un abus.

## ACTEURS DANS LES CONFLITS

Les habitants d'Alindao se fient d'abord aux FACA pour assurer leur sécurité (77%) – bien que cette appréciation soit moins forte que dans bien d'autres localités du sud-est consultées. Les forces conventionnelles sont bien plus populaires chez les femmes que chez les hommes (71%) et chez les répondants des communautés chrétiennes que les participants des communautés musulmanes (57%). Les forces bilatérales internationales sont considérées en



'Quel est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?' (n=35)

<sup>3</sup> Focus groupe avec 12 agriculteurs tenu à Alindao,

---

deuxième lieu à 49%. Parallèlement, ils sont moins populaires chez les hommes et chez les musulmans dont seulement un tiers les cite. Quasiment personne ne cite la MINUSCA aux FACA séparément.

## FACA (ET ALLIÉS)

Les FACA et leurs alliés sont souvent considérés ensemble, sans que les répondants fassent une distinction entre les actions des uns et des autres. Les avis émis par rapport à ces acteurs sont partagés. La population se rend néanmoins compte du besoin de protection au regard des années vécues sous le joug des groupes armés. Il y a une reconnaissance de l'effet positif, bien que modeste, de leur présence sur les échanges – surtout commerciaux – entre les communautés religieuses. Et la grande majorité de la population affirment être contente de voir les groupes armés partir.

Mais cela se juxtapose, selon une bonne partie des répondants, à de nombreuses exactions, allant de l'extorsion, via des arrestations arbitraires jusqu'à des exécutions sommaires. Ces accusations viennent des deux communautés mais elles sont plus fortement présentes dans les esprits des répondants musulmans et des jeunes. Pour les jeunes musulmans, en particulier, la situation serait telle que beaucoup auraient fui la ville. Cela cause une pression additionnelle sur les relations intercommunautaires, déjà tendues après des années d'altercations entre les groupes armés.

Généralement, malgré la peur et la frustration avec la situation actuelle, il semble que les habitants d'Alindao continuent à regarder les FACA comme potentiel protecteur – même s'ils ne se comportent pas encore comme tel aujourd'hui.

## GROUPE ARMÉS

Quelques mois après leur départ de la ville et leur ancrage dans les zones périphériques, les groupes armés sont toujours vus comme les principaux responsables de l'insécurité. Selon les répondants, « l'objectif des groupes armés est d'asseoir leur autorité et de perpétuer le chaos. Ils sont auteurs de violences, sous prétexte de défendre leur communauté religieuse respective. »

Bien qu'ils comprennent les origines des groupes armés en termes de revendication de pouvoir et de protection de leur communauté – et ce jusqu'à un niveau qui les suit dans leur logique – les répondants ont fait l'expérience de leur contrôle de la vie publique une fois au pouvoir. Il ne reste rien des bonnes intentions, si ce n'est que la cupidité, selon la plupart des répondants.

Les Séléka, ensuite remplacés par leur successeur l'UPC, ont commencé par revendiquer leur place au pouvoir. Selon certains, c'est la présence de combattants étrangers qui les aurait corrompus. Leurs membres auraient commis des exactions telles que des vols, des viols, des extorsions, des meurtres et des pillages, parmi tant d'autres. Aujourd'hui, ils seraient surtout intéressés par le contrôle des mines en dehors de la ville.

Les Anti-Balaka ont été fondés pour défendre et protéger les communautés chrétiennes des exactions des Séléka mais, toujours selon les répondants, ont fini par commettre les mêmes exactions. Bien que présente dans la périphérie d'Alindao, ils auraient perdu la capacité de perturber la vie des habitants dans le centre-ville.

Depuis la formation de la Coalition de Patriotes Centrafricains (CPC), ces deux vieux adversaires se retrouvent dans le même camp. Selon certains répondants, cela n'est pas surprenant. Après huit ans de coexistence avec ces groupes armés, les habitants n'ont plus beaucoup d'illusions quant à leurs objectifs et leur fonctionnement, comme expliquent les participants d'un groupe de discussion :

*LES GROUPE ARMÉS NE SONT QUE DES DIVISEURS AVEC AUCUNE VISION POUR L'AVENIR. ILS ONT TOUS LES DEUX UN INTÉRÊT COMMUN QUI N'EST RIEN D'AUTRE QUE LES RACKETS, LES VIOLENCES DE TOUS GENRES, LE PILLAGE ET LES TUERIES. LEUR SOUHAIT EST DE VOIR LA CRISE DURER LE PLUS LONGTEMPS*

---

*POSSIBLE POUR LEUR PERMETTRE DE CONTINUER DANS LEURS PERVERSITÉS AFIN DE S'ENRICHIR SUR LA SOUFFRANCE DE LA POPULATION CIVILE<sup>4</sup>.*

## MINUSCA

Comme dans d'autres localités du sud-est de la RCA, les avis sur la MINUSCA sont partagés. Cependant, ils sont proportionnellement plus négatifs que la moyenne à Alindao. Des membres de la MINUSCA sont accusés par plusieurs répondants d'avoir violé des mineurs. De plus, la mission de maintien de la paix a une réputation parmi les répondants chrétiens d'être partielle, en faveur des communautés musulmanes et en connivence avec l'UPC. Elle est même accusée d'avoir facilité les attaques de ces derniers sur le site catholique en octobre 2018.

---

<sup>4</sup> Focus groupe avec 14 hommes tenu à Alindao,

---

# IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants d'Alindao définissent leur identité surtout en fonction de leur appartenance ethnique. 74% le mentionne en premier et 94% le considère parmi les marqueurs importants. Seulement 31% cite aussi la religion – dont 20% en premier – bien que cet aspect soit plus important pour les enquêtés musulmans. Finalement, pour les hommes la nationalité centrafricaine est aussi importante car elle est mentionnée par 40% d'eux. Néanmoins la religion reste le dénominateur principal par lequel la majorité des répondants identifie les communautés vivant au sein de la localité.

Avant 2013, les relations entre les communautés religieuses étaient bonnes selon la plupart des répondants, ce qui se traduisait par des échanges économiques et des événements culturels partagés en dépit de conflits ordinaires. D'autres mentionnent des tensions antérieures à cette époque, parfois remontant aux années 1980.

Auparavant, des tensions interethniques se manifestaient aussi. Parfois à cause du premier plan pris par les tensions interreligieuses, celles-ci n'ont pas été détaillées par les répondants.

L'unanimité existe, en revanche, au sujet des tensions interreligieuses aujourd'hui. La présence pendant huit ans des groupes armés et leur séparation d'Alindao et de ses environs en zones hostiles aux communautés chrétiennes, d'une part, et zones hostiles aux communautés musulmanes, d'autre part, ont profondément installé des clivages entre les deux groupes.

L'arrivée des FACA et leurs alliés contenait l'espoir d'abolir ces oppositions. Cependant, comme expliqué dans le chapitre précédent, leurs actions ont tendance à approfondir cette division. À cela s'ajoute la faible portée de leur présence qui ne permet pas de maîtriser la périphérie et les axes routiers.

---

Pendant le contrôle de la ville par des groupes armés, les communautés semblent avoir été obligées de s'approcher de leurs groupes armés « protecteurs », chose qu'ils se reprochent mutuellement. Certains répondants chrétiens accusent les communautés musulmanes d'avoir collaboré avec les Séléka et leurs successeurs, tout en sachant que cela leur porterait malheur. De nombreuses familles se sont senties contraintes de fuir leur maison vers les sites de déplacés pour regagner une zone sous contrôle d'un groupe armé qui leur était plus favorable. Le manque d'interaction qui s'en est suivi a envenimé ces ressentiments déjà présents.

Depuis le début de l'année, la situation s'améliore, les communautés peuvent à nouveau se fréquenter et les échanges – au moins commerciaux – ont modestement repris. Les répondants y voient là deux raisons. L'arrivée des forces armées conventionnelles et les actions de la société civile, des ONG et de la MINUSCA pour sensibiliser la population à une conduite non-violente envers l'autre.

Telle est la situation à laquelle 'aujourd'hui les habitants doivent faire face. Ils peuvent effectivement fréquenter des quartiers qui n'étaient pas accessibles auparavant, cependant, la majorité des répondants rajoute également que les clivages entre les communautés perdurent. Les atrocités des années passées n'ont pas été oubliées. L'esprit de vengeance instrumentalisant les forces armées en est la preuve. Pour y faire face, beaucoup de participants demandent de redoubler d'efforts pour atteindre une véritable réconciliation afin de rétablir une cohésion sociale digne de ce nom.

Lors des enquêtes, une vision positive de l'avenir s'est révélée. Ils ont confirmé la nature relation intercommunautaire actuelle comme étant d'abord commerciale. Peu de répondants ont affirmé avoir des sentiments hostiles envers quelqu'un de l'autre communauté. Et bien que, logiquement, peu d'interactions sociales ont eu lieu au cours de l'année précédente la consultation, une grande majorité dit être prête pour renouer les relations.

## RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Au départ, une bonne partie de la population semble avoir suivi – ou au moins compris – les revendications des groupes armés. En expérimentant leurs actions, par contre, ils ont appris à interpréter leurs intentions différemment. Néanmoins, beaucoup d'habitants se sont sentis contraints de se rapprocher d'un groupe armé pour leur protection dans une ville fortement divisée. Le résultat est un brouillage des lignes entre lesdits groupes et les communautés qu'ils prétendent protéger, et, par conséquent, une méfiance profonde entre les habitants d'Alindao issus de différentes communautés religieuses.

Comme expliqué dans le chapitre précédent, la motivation des groupes armés telle que perçue par la population résiderait surtout dans la cupidité des groupes. Mais les relations avec les communautés n'ont pas été complètement coupées. Les avis sur les actions des groupes armés et sur les personnes qui étaient complices ne sont en revanche pas partagés parmi les habitants.

En outre, les raisons clés pour rejoindre les groupes armés – qui sont économique selon les répondants, plutôt que la vengeance ou la défense de sa communauté – persistent aujourd'hui. Certains répondants mentionnent même que les groupes armés ont un attrait renouvelé pour certains jeunes dû aux exactions des forces conventionnelles et leurs alliés. Et, selon certains, tant que la société n'offrira pas des opportunités aux jeunes de gagner leur vie et de soutenir leur famille – à travers l'éducation, la formation professionnelle et la création d'emploi – un certain attrait, bien que fortement réduit, persistera.

Finalement, plusieurs groupes de discussion ont révélé l'opinion des participants sur le conflit que la population subit est le fruit d'une manipulation des hommes politiques et d'autres acteurs externes, dont la motivation ne va plus loin que leur propres intérêts.

---

## RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Les déplacés qui résident à Alindao sont originaires des villages environnants, ainsi que d'autres parties du pays, y compris Bambari, Bria, Mobaye et Zangba. Une partie réside chez des familles d'accueil, ce qui aggrave parfois leur situation économique déjà tendue. La majorité est basée dans les quatre grands sites, à savoir le site catholique, le site de l'église ELIM, le site AFAPS et PK3 du quartier Mandao. La plupart des déplacés enquêtés ont quitté leur maison en 2017. Certains résidaient depuis six ans déjà sur leur site.

La vie des déplacés se révèle très violente. Parmi tous les enquêtés, 40% affirment avoir subi des violences. 64% parmi eux précisent qu'il s'agit du meurtre d'un membre de leur famille. Pour les déplacés, il s'agit de 77% ayant subi des abus dont la moitié des tueries d'un membre de la famille.

Les déplacés ainsi que les autres répondants déplorent les conditions de vie au sein des sites : le manque de nourriture et de soins de santé, conduisant notamment à un taux de mortalité infantile élevé, et des abris de mauvaise qualité sont évoqués. Selon les femmes déplacées interviewées, les sites ne sont pas appropriés pour les enfants puisque il n'y a pas d'espace où jouer, et surtout à cause des risques pour les jeunes filles en termes d'abus graves tels que l'agression sexuelle.

Ils reconnaissent l'aide reçue de certaines ONG mais ajoutent qu'il n'y en a pas assez, ce qui crée des tensions lors des distributions. Beaucoup ont perdu leur maison pendant la crise. Par conséquent, 69% dit avoir besoin d'un appui matériel ou financier pour pouvoir rentrer. Cela ne vaut pas encore pour les déplacés des villages environnants qui sont contraints à rester dans les sites à cause de la présence des groupes armés dans leur localité.

D'autre part, une bonne partie des habitants d'Alindao ont dû se déplacer au cours des huit dernières années. Ces déplacements entraînent de lourdes pertes et empêchent les déplacés de retrouver une balance économique. Les ONG qui apportent une aide humanitaire doivent donc considérer la manière dont l'aide est distribuée pour s'assurer qu'elle soit perçue comme équitable.

Une partie des habitants d'Alindao ayant fui à d'autres localités, notamment vers d'autres villes du pays ou vers les pays voisins, n'ont pas encore pu rentrer. Certains répondants demandent aussi un soutien pour que ces derniers puissent rentrer et recommencer leur vie.



# ECONOMIE

Les habitants d'Alindao se souviennent de bons échanges commerciaux et d'une bonne division des secteurs entre les communautés avant la crise. Non seulement la crise a causé une rupture des relations intercommunautaires, elle a également entraîné un arrêt de la libre circulation, qui a entraîné la chute l'activité économique de la ville. Quelques mois après l'arrivée des FACA et de leurs alliés, les échanges intercommunautaires ont repris de façon limitée mais l'état de l'économie locale reste déplorable.

Dans le climat d'insécurité dans lequel ils habitent, le plus important pour les habitants d'Alindao est de vivre en paix. Selon eux, l'effet principale de l'insécurité est une forte réduction de l'activité économique.

Les répondants expliquent souvent que les bonnes relations intercommunautaires datent d'avant la crise se manifestaient au travers des échanges commerciaux abondants et de la confiance permettant l'octroi de crédits aux partenaires commerciaux. Pour une bonne partie d'entre eux, c'est la preuve que ce sont les groupes armés et leur division de la ville qui ont perturbé cette cohabitation harmonieuse.

En plus de ces échanges, rendus possibles grâce à la libre circulation, il y avait une production plus importante, les commerçants pouvaient échanger avec leurs pairs d'autres villes et les éleveurs peulhs venaient en ville ou dans les alentours, présentant d'autres opportunités commerciales. Les occupations des habitants d'Alindao incluent l'agriculture, le commerce, de l'élevage, l'exploitation minière artisanale et de la pisciculture.

Au regard de la crise économique qui a accompagné les années de conflit et de division latente, les habitants aspirent fortement à reconstruire les activités et retrouver leur résilience perdue.

## CRISE ÉCONOMIQUE

Depuis l'arrivée des groupes armés, et surtout depuis les événements de 2017-2018, l'économie locale s'est effondrée. La division de la ville et la rupture de la libre circulation qui l'accompagnait ont fortement réduit les opportunités économiques pour les habitants de la ville.

Les familles déplacées ont perdu une bonne partie de leurs capacités de résilience, notamment en raison de la perte de leurs agriculture et élevages de subsistance qui prenaient la forme de petits ruminants, ainsi que de leurs maisons et leurs biens. Les commerçants, ne pouvant plus voyager, ont consommé le capital qu'ils avaient accumulé au fil des années pour subvenir aux besoins de leur famille et les agriculteurs ne pouvaient plus rejoindre leur champs – particulièrement les femmes qui vivent avec la menace de violences basées sur le genre.

---

La production réduite et les échanges avec d'autres localités étant au plus bas, le marché d'Alindao a perdu son souffle : une situation décrite comme « critique » par plusieurs répondants. Le pouvoir d'achat des habitants a chuté et les prix des denrées a commencé à croître.

## RELANCE ÉCONOMIQUE

La plupart des répondants attestent que les activités économiques ont légèrement repris depuis l'arrivée des forces armées conventionnelles et leurs alliés. Mais le manque de production et de capacité d'investissement persiste et le retour à la libre circulation ne se limite qu'à la ville d'Alindao.

La relance modeste des échanges intercommunautaires est le seul moyen pour les communautés d'atténuer leur situation. Plusieurs répondants insistent que ces échanges n'égalent pas un rapprochement social entre les deux mais sont le produit d'un manque d'autres options et de la nécessité de répondre aux besoins primaires.

## BESOIN DE LIBRE CIRCULATION

### *Présence des groupes armés*

La libre circulation réintroduite ne s'étend pas encore jusqu'aux axes, qui restent entre les mains des groupes armés. Dans la mesure où les marchés centraux et de Mambissi d'Alindao sont les poumons de l'économie locale, les groupes armés empêchent ainsi que l'oxygène revienne et constituent un frein pour la bonne santé de la ville en bloquant l'accès aux champs lointains, aux points de pêche et aux sites miniers. De plus, ils mettent à mal une reprise des échanges commerciaux avec d'autres localités. Le seul moyen d'approvisionner la ville est sous convois de la MINUSCA, ce qui ralentit le transport et renforce l'inflation et le coût des produits.

Pour ces mêmes raisons, les éleveurs transhumants – traditionnellement des acheteurs importants des produits agricoles – sont largement absents de la zone, et les marchés hebdomadaires sur les axes, important pour l'approvisionnement des marchés en ville, ne fonctionnent plus correctement.

### *Infrastructure routière défailante*

Outre de la présence des groupes armés, les routes sont dans un état si mauvais que, selon plusieurs répondants, si les menaces de braquages et taxes illégales disparaissaient, les échanges avec les autres localités ne reprendraient toujours pas de force. Il est, selon eux, nécessaire d'investir dans le réaménagement de ces routes afin de faciliter un passage efficace des poids-lourds.

## MANQUE DE MOYENS

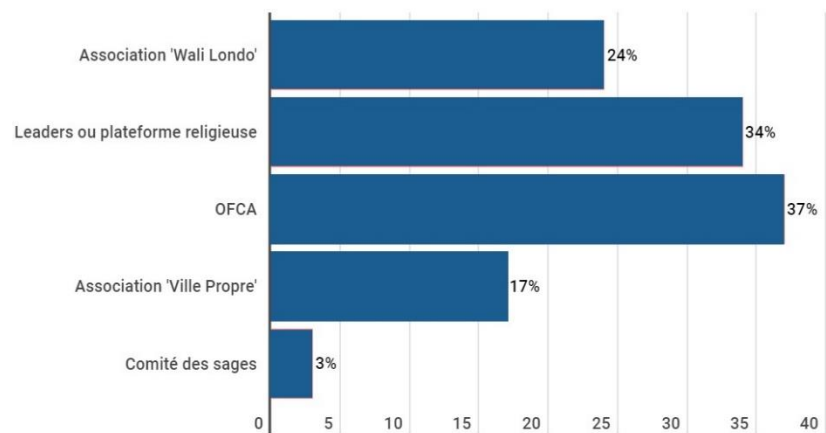
Au regard du blocage des dernières années, une bonne partie des acteurs économiques de la ville – les commerçants, les producteurs agricoles, les artisans miniers pour ne citer qu'eux – ont perdu leurs investissements, leur capital et leur résilience. Il leur manque, par conséquent, le matériel et les moyens d'investissement pour relancer leurs activités de façon efficace.

## MANQUE D'ÉDUCATION

Les répondants évoquent aussi un manque de conditions favorables à un relèvement pérenne de l'économie locale et de la restauration de la cohésion sociale. Ils déplorent l'absence d'infrastructures et d'enseignants de qualité dans leur localité, ainsi que d'opportunités de formation professionnelle pour les jeunes, qui pourraient prévenir de nouvelles crises à l'avenir. Dans le passé, le manque d'éducation et d'opportunités ont poussé beaucoup de jeunes à rejoindre les groupes armés ou de trouver des moyens illicites de subvenir aux besoins de leurs familles d'après les répondants.

# INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Depuis le début de la crise, la société civile d'Alindao s'est organisée pour atténuer les tensions et éviter la violence. Les ressentiments, surtout entre groupes armés, se sont montrés tenaces et les organisations de la société n'ont pas réussi à renouer les liens des communautés vivant dans cette ville désormais divisée. Cependant, les participants à la consultation ont souligné leurs contributions à l'apaisement relatif de la situation et certains répondants croient qu'ils allaient aboutir à une reprise de la libre circulation si les FACA et leurs alliés n'allaient pas chasser les groupes armés.



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit ici ?' (n=35)

La confiance de la population en la société civile est forte. Lorsqu'on demande qui s'occupe de la gestion des conflits, deux tiers des répondants mentionnent des OSC. Quasiment tous mentionnent au moins une organisation de femmes. Ces dernières, en particulier, semblent avoir joué un rôle important et profitent d'une image centrale et positive dans la ville d'Alindao. Néanmoins, cette confiance est bien plus forte chez les femmes que chez les hommes de la localité. Les hommes se fient plus souvent aux chefs de villages et à la gendarmerie pour la gestion des conflits.

---

De nos jours, les organisations de la société civile poursuivent leurs buts. Entre autres, un ensemble d'organisations de femmes mènent un projet de dialogue avec les groupes armés, sous l'égide de la présidente de l'association Ville Propre et en collaboration avec le sous-préfet, afin de mettre fin aux activités de nuisance sur les axes.

Les répondants affirment aussi que les organisations de la société civile, notamment les multiples organisations de femmes, sont soutenues par les ONG internationales et la MINUSCA. Les projets qui rassemblent les membres, et particulièrement les jeunes, des différentes communautés sont aussi cités comme source de stabilisation.

Pour les conflits interpersonnels, le système d'arbitrage sous l'égide des autorités locales est en vigueur. Les parties en conflit sont convoquées par le chef de quartier ou de groupe, la police, la gendarmerie ou un autre intermédiaire. Après avoir écouté les récits, ils prennent une décision qui finit par créer une partie perdante et une partie gagnante – raison pour laquelle certains répondants préfèrent plutôt les médiations.

## FEMMES

Alindao connaît une riche histoire et prolifération d'organisations de femmes au sein de la société civile. Ces organisations se fondent sur le besoin de protection des femmes contre les exactions des groupes armés, et contre les violences basées sur le genre. Ces OSC se sont manifestées comme acteurs pour l'apaisement avec les groupes armés et pour la réconciliation entre les communautés religieuses. Elles affirment avoir reçu un soutien important de la part des ONG afin de pouvoir poursuivre leurs activités.

L'implication des femmes dans la réconciliation et la gestion des conflits est donc déjà forte. 57% des répondants trouvent qu'elles rapprochent les communautés. Trois quarts veulent renforcer le rôle des femmes sur le plan public.

Néanmoins, la moitié des hommes sont déjà satisfaits du rôle qu'elles ont en faveur du rapprochement les communautés. Et parmi les femmes, la tâche la plus importante pour ces organisations de femmes et de promouvoir le respect des droits des femmes – plutôt que de s'investir dans une réconciliation plus large.

## ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

De nombreuses organisations et acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. La plateforme religieuse est désignée comme étant le principal acteur puisque 34% des participants interrogés la mentionnent, suivi par les organisations de femmes, à l'image de Ville Propre, du Club des femmes et Wali Londo).

En effet, lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcement de capacités de ces derniers en la matière.

### COMITE LOCAL DE PAIX ET DE RECONCILIATION (CLPR)

Le Comité Local de Paix et de Réconciliation fait partie d'un dispositif national visant à sensibiliser à la cohésion sociale et à médier les conflits. Bien qu'il ne semble pas opérationnel, Agora le mentionne comme un acteur présent avant l'arrivée des FACA.

---

## PLATEFORME RELIGIEUSE

Constituée des leaders religieux (pasteurs, imams, et prêtres) d'Alindao, cette plateforme a pour mission de véhiculer des messages de paix dans les lieux de culte et les communautés afin de garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble en prêchant des messages de tolérance et d'acceptation de l'autre. Cette organisation a beaucoup œuvré pour le retour de la paix à Alindao et ont joué un rôle important lors du conflit.

<b>BUT</b>	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
<b>THÈMES</b>	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit
<b>ACTIVITÉS CONCRÈTES</b>	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Activités de dialogues entre les différentes parties Médiation de conflits
<b>PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES</b>	La plateforme religieuse jouit d'une bonne réputation au sein de la population, et participe à la stabilité de la localité. Les participants la désignent comme inclusive en termes de leadership, mais demandent plus d'encouragement quant à la participation des femmes et des jeunes, et à la mise en place d'activités économiques.

---

## WALI LONDO

L'association des femmes Londo, connu sous le nom en Sango 'Wali Londo' est une organisation qui s'occupe plus particulièrement des femmes membres de l'association dans le besoin et de la défense de la place de la femme dans la société. Elle offre également un soutien psychologique aux femmes victimes de violences basées sur le genre et sensibilise de manière plus générale au vivre ensemble intercommunautaire. Cette association a pour ambition de devenir une ONG présente au niveau national afin de renforcer leurs activités sur les VBC et la cohésion sociale.

<b>BUT</b>	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
	Soutenir les femmes de la localité pour défendre leur place et leurs droits dans la société
<b>THÈMES</b>	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés
	Position de la femme dans la société
	Gestion de conflit
<b>ACTIVITÉS CONCRÈTES</b>	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble
	Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit
	Aide financière aux femmes les plus vulnérables membres de l'association
<b>PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES</b>	L'organisation Wali Londo est reconnue par la plupart des participants comme efficace en matière de défense du droit des femmes. Cependant, certains aimeraient voir apparaître un fonctionnement plus impartial et autrement inclusif (notamment envers les jeunes). Certaines femmes émettent aussi la critique concernant la présidente qui privilégierait certains membres plus que d'autres, plus particulièrement les femmes déplacées, ce qui expliquerait que les femmes musulmanes y seraient favorisées en termes d'aide.

---

## ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'organisation des femmes centrafricaines d'Alindao fait partie d'un réseau établi au niveau national. Son rôle est de défendre les intérêts des femmes sous toutes leurs formes. Mentionnée par 17% des participants, notamment par 30% des hommes, elle reste néanmoins attachée aux pouvoirs politiques de la ville.

<b>BUT</b>	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
<b>THÈMES</b>	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
<b>ACTIVITÉS CONCRÈTES</b>	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit Sensibilisation aux droits des femmes et à leur place dans la société
<b>PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES</b>	L'OFCA est décrite comme maintenant de bonnes relations entre les communautés, mais elle est également désignée comme étant liée au pouvoir local, limitant leur possibilité d'intervention. Certains participants affirment qu'elle devrait encourager la participation des femmes, des jeunes et le dialogue avec les leaders des autres communautés. Elle devrait également répondre aux besoins de formations professionnelles et de développement de l'activité économique.

---

## CLUB DE FEMMES

Le club de femmes est une association qui a été mise en place au sein d'Alindao par l'ONG italienne COOPI et est une organisation composée de femmes qui se rassemblent dans le but de minimiser les exactions commises par les groupes armés contre les habitantes de la localité. Ses membres sont à majorité des musulmanes appartenant au groupe ethnique rounga. Aujourd'hui, elle mène plus particulièrement des activités de sensibilisation à la cohésion sociale, aux violences basées sur le genre (VBG), et propose un appui financier aux plus démunis. Elle soutient également des campagnes de sensibilisation dans les sites de déplacés avec l'appui de MINUSCA.

<b>BUT</b>	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
<b>THÈMES</b>	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
<b>ACTIVITÉS CONCRÈTES</b>	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit Organisation d'activités sportives intercommunautaires Formation à la saponification Soutien financier aux plus démunis Sensibilisation aux droits des femmes et aux violences basées sur le genre (VBG)
<b>PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES</b>	Le Club des femmes est particulièrement présent dans le domaine de la défense du droit des femmes et de leur autonomisation économique et sociale. Elle semble néanmoins ne concerner que les communautés musulmanes, appelant les participants à demander un fonctionnement plus inclusif envers les femmes et jeunes des autres communautés.



---

## VILLE PROPRE

Ville propre est une organisation de femmes peules qui sensibilise à la cohésion sociale et à la résolution pacifique des conflits entre les communautés. Elle semble plus implantée au sein de la communauté musulmane, et participe également à des actions de nettoyage de la ville, organise des activités intercommunautaires.

<b>BUT</b>	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
<b>THÈMES</b>	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
<b>ACTIVITÉS CONCRÈTES</b>	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre différentes parties en conflit Sensibilisation aux droits des femmes et à leur place dans la société Organiser des activités sportives intercommunautaires Nettoyage des lieux publics d'Alindao Organisation de marche pour la paix
<b>PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES</b>	L'association Ville Propre s'adresse à toutes les communautés d'Alindao. Cependant, les participants la mentionnant demandent plus d'inclusivité envers les femmes et les jeunes des communautés chrétiennes et plus d'actions pour l'autonomisation économique des femmes.

## ASSOCIATION DES TAXI-MOTOS

L'association des taxi-motos d'Alindao est un groupement professionnel menant des actions de sensibilisation sur la libre circulation des personnes et des biens dans la ville d'Alindao et ses axes périphériques. Leur but est d'améliorer les transports qui connectent la localité au reste du pays, et de garantir la cohésion sociale. C'est une organisation qui est inclusive vis-à-vis des communautés religieuses, son président étant chrétien et vice-président musulman.

## JEUNESSE ISLAMIQUE

L'association jeunesse islamique est une organisation musulmane présidée par l'Imam d'Alindao qui œuvre pour la consolidation de la paix et la gestion des litiges entre les membres de la communauté musulmane à travers les principes de Coran. Cette association est cependant critiquée pour son manque d'inclusivité envers les femmes, et aurait voulu décourager les femmes musulmanes à travailler avec les ONG locales.

## COMITE DE SOUTIEN

Le comité de soutien est une structure locale réunissant les différents leaders des organisations de consolidation de la paix. Elle a été mise en place pour sensibiliser à la cohésion sociale, travailler sur la gestion des conflits entre les communautés et promouvoir le dialogue intra- et intercommunautaire au sein d'Alindao et dans les villages environnants. Cependant, son fonctionnement reste partial puisque

---

plusieurs leaders préfèrent travailler au sein de leur propre structure plutôt qu'au sein du comité, et peu inclusif envers les différentes religions.

## L' ANCIENNE MAIRE

L'ancienne maire, devenu députée suite aux élections de Décembre 2020 grâce au soutien des deux communautés, est considérée comme une personne ressource par la population. Elue par les deux communautés, elle se trouve aujourd'hui à Bangui. Elle représente un acteur impartial et inclusif qui a marqué les communautés en s'opposant aux exactions commises par les forces bilatérales de sécurité afin de défendre les habitants.

# RECOMMANDATIONS

Selon les enquêtés, les actions nécessaires pour promouvoir la paix à Obo sont le désarmement des groupes armés (89%), la restauration de l'autorité de l'Etat (83%) et un changement d'attitude pour favoriser la tolérance, la cohésion et le pardon (77%).

Traumatisés par la période d'une ville divisée par les groupes armés, les habitants aspirent surtout à la libre circulation. Pour eux, le fait de pouvoir se rendre où l'on veut est en même temps une question de sécurité et de survie économique – c'est une question de liberté. Ceci est une des raisons clés pour la popularité des FACA et leurs alliés malgré leurs exactions. Au moins, ils peuvent maintenant fréquenter tous les quartiers de la ville.

Par conséquent, les répondants demandent une sécurisation de la périphérie et des axes aussi bien que d'autres actions nécessaires pour rassurer une libre circulation. Malgré les efforts pour dialoguer avec les groupes armés, la plupart des enquêtés ne sont pas au courant des dialogues entre les communautés, ce qui les conduit à demander aux ONG de soutenir ces OSC afin de pouvoir faciliter lesdits dialogues.

Un point essentiel pour obtenir un meilleur avenir et une réconciliation réside dans une économie locale relancée. À cette fin, il y a un besoin d'amélioration de l'éducation, d'une organisation de formations professionnelles, d'une création d'emploi et d'un soutien pour les groupements économiques.

Finalement, les habitants demandent des solutions pour les familles qui résident encore dans les sites de déplacés et d'autres qui, ayant fui les événements depuis 2013, voudraient revenir à Alindao.

## SÉCURITÉ

Depuis l'arrivée des FACA et de leurs partenaires au sein de la ville, la situation sécuritaire semble s'être améliorée, si bien que 77% des participants considèrent FACA comme le meilleur acteur pour assurer leur sécurité et 49% les forces bilatérales de sécurité. Toutefois, de nombreux participants expliquent que la présence des FACA et des forces bilatérales de sécurité suscitent la peur, et participent encore aujourd'hui aux tensions intercommunautaires, dû à leur approche partielle de la justice menant à des arrestations arbitraires et exécutions sommaires.

## RETOUR DE LA JUSTICE ET DE L'ÉTAT DE DROIT

Face à cette situation, de nombreux participants demandent le retour des instances judiciaires permettant aux personnes accusées d'avoir un procès équitable et conforme à la loi en vigueur.

---

En effet, leur retour permettrait de mettre fin aux jugements arbitraires opérés par les forces de sécurité présentes dans la ville, mais également d'éliminer l'esprit de vengeance et les règlements de compte entre les habitants qu'ils ont rendus possible. Ce dernier élément est particulièrement important pour le renforcement de la cohésion sociale, puisqu'actuellement il participe de manière latente aux divisions intercommunautaires.

## RENFORCEMENT DES AUTORITÉS DE L'ÉTAT

Il existe, en outre des instances judiciaires, le besoin d'un retour de l'autorité de l'Etat, notamment de la police, et de la gendarmerie au sein de la ville, et une demande adressée au gouvernement d'augmenter leurs effectifs, et de leur fournir un appui technique et matériel afin qu'ils puissent assurer la sécurité des habitants.

Un informateur clé demande au gouvernement de réunir les FACA, les forces bilatérales de sécurité ainsi que les forces de sécurité locale tels que les gendarmes ou la police afin de les sensibiliser à une approche plus conventionnelle et disciplinée vis-à-vis de la population civile.

## LIBRE CIRCULATION

La libre circulation est un élément essentiel pour les habitants d'Alindao, qui encore aujourd'hui, malgré un retour timide de cette dernière suite à l'arrivée des FACA et de leurs partenaires, ne peuvent vaquer entièrement librement à leurs occupations. Cela est dû à la présence des groupes armés sur les axes périphériques qui enclavent partiellement la ville.

Les participants demandent ainsi une approche plus conventionnelle de la part de FACA et une augmentation des effectifs de sécurité qui leur permettrait de vaquer librement à leurs activités et aux marchandises de circuler au sein de la ville et dans ses alentours sans craindre une approche arbitraire.

## DÉSARMER LES GROUPES ARMÉS

La présence des groupes armés sur les axes périphériques – l'insécurité qu'ils créent et les taxes illégales qu'ils demandent – représente un obstacle à la libre circulation des biens et des personnes, enclavant ainsi partiellement la ville et l'isolant du reste du pays. Les participants demandent qu'un processus de DDR soit mis en place afin de faciliter la circulation des habitants et la reprise des activités économiques sans craintes sécuritaires.

## AMÉNAGER L'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE

Face à l'état actuel des infrastructures routières, les participants demandent la réhabilitation des voies principales reliant la ville aux autres localités, y compris les routes secondaires, afin de faciliter la circulation des poids lourds et des marchandises qu'ils transportent.

## COHÉSION SOCIALE

L'intégralité des participants affirment qu'au sein d'Alindao, il n'existe aucun dialogue intercommunautaire. De même, l'ensemble des participants déclarent être ouverts à l'opportunité d'un dialogue renouvelé. Ainsi, afin de faciliter le processus de cohésion sociale et de réconciliation entre les communautés, il est important de mettre en place, sous l'égide d'un intermédiaire neutre (les ONG furent notamment citées) un dialogue

---

inclusif permettant aux communautés de se réconcilier après les années de conflits qui les ont séparées, de reconstruire les relations et de sensibiliser au vivre ensemble.

Ce dialogue doit être accompagné de campagnes de sensibilisation sur le vivre ensemble et sur les méthodes de résolution non-violentes de conflit permettant de faciliter le retour à une paix durable intercommunautaire, des campagnes qui pourraient notamment utiliser la plateforme proposée par la radio communautaire.

Au-delà d'une approche orientée exclusivement sur les communautés, les participants souhaitent la mise en place d'un processus de dialogue réunissant les représentants religieux, gouvernementaux, les leaders des groupes armés, des ONG présentes ainsi que de la MINUSCA, afin de cimenter structurellement et de manière pérenne une cohésion sociale renforcée.

## COMITÉS DE PAIX ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les participants mentionnent à plusieurs reprises leur désir de renforcer les capacités des organisations de société civile présentes à Alindao. Des formations dans les méthodes non violentes de résolution des conflits, ainsi qu'un appui logistique semble essentiel afin de permettre le développement et l'élargissement de leurs activités de consolidation de la cohésion sociale, ainsi que le renforcement de leur approche vis-à-vis de cette dernière.

Certains participants, dont les jeunes et les commerçants d'Alindao préconisent également la mise en place d'un comité de paix et de cohésion sociale venant renforcer le tissu associatif de la localité.

## RELANCE ÉCONOMIQUE

La relance de l'activité économique au sein de la ville est l'une des priorités des habitants d'Alindao qui ne peut s'effectuer sans quatre éléments centraux : une éducation renforcée, des opportunités de formations professionnelles pour la jeunesse, un soutien financier et matériel et la création d'emploi. Si, bien évidemment, il existe une interaction positive entre la cohésion sociale et l'amélioration du climat économique, cette dernière est plus particulièrement souhaitée pragmatiquement comme un moyen pour la population de subvenir à ses besoins et d'endiguer la pauvreté.

En effet, la jeunesse est particulièrement touchée par cette dernière, et souhaitent la mise en place d'AGR, de centres de formations professionnelles et d'opportunités d'emplois, comme expliqué ci-dessous.

## ÉDUCATION

De nombreux participants expliquent que la localité souffre du manque d'enseignants qualifiés. Le manque de stabilité sécuritaire au sein et aux alentours d'Alindao représente également un frein à la scolarité des jeunes, certains d'entre eux ayant dû se résoudre à l'abandonner. Il existe ainsi une demande de la part de la population qui souhaitent le retour de professeurs qualifiés pour garantir l'éducation des enfants et leur offrir de plus grandes opportunités, et une amélioration de la situation sécuritaire (dont les recommandations sont mentionnées en amont).

## FORMATION PROFESSIONNELLE

En plus de l'éducation de base, les participants demandent la mise en place, avec l'appui technique, financier et matériel des ONG intervenant dans la localité, de centre de formation professionnelle pour les jeunes.

De nombreux participants préconisent l'ouverture de centres de formation professionnelle pour les jeunes, et notamment d'un centre dédié aux jeunes filles, leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires

---

afin d'élargir leurs opportunités professionnelles. Les besoins de formation cités comme étant les plus importants concernent : la couture, la mécanique, et la maçonnerie.

## SOUTIEN FINANCIER ET MATÉRIEL

Un besoin en soutien matériel et financier direct auprès des petits commerces et du domaine agricole est tout particulièrement ressenti par les participants. Les conséquences des conflits successifs se font encore ressentir, et beaucoup de répondants demandent un appui financier, en matériel agricole, de construction et en semences améliorées de la part des ONG afin de reprendre leurs activités économiques.

Certains demandent également un appui similaire aux groupements de métiers et collectivités au sein de la localité afin de favoriser l'autonomisation économique de la population.

## CRÉATION D' EMPLOI

Au regard du manque d'opportunités d'emploi en la situation actuelle, les participants recommandent un renforcement du marché du travail au sein d'Alindao. Des projets générateurs de revenus tel que « cash for work » sont notamment cités, une plateforme d'emploi temporaire permettant également aux jeunes de toutes les communautés de travailler ensemble, renforçant la résilience des individus les plus fragiles économiquement, mais également la cohésion sociale.

Le renforcement des commerces locaux et la création d'autres AGR sont préconisés par tous, et les participants font appel aux ONG locales pour promouvoir la mise en place de ces plateformes économiques afin de relancer l'économie locale, de résorber le chômage et de faciliter la cohésion sociale.

## SOUTIEN AUX DÉPLACÉS ET MIGRANTS DE RETOUR

De nombreux déplacés venus des villes environnantes résident chez des familles d'accueil basées au sein d'Alindao, ou dans l'un des quatre grands sites environnant la ville. S'ils sont acceptés par la population, leurs conditions de vie ont fait émerger un ensemble de recommandations adressées au gouvernement et aux ONG locales.

L'une d'entre elles serait de faciliter leur réinsertion sociale et économique en leur apportant un appui financier et une meilleure intégration dans le marché du travail. Certains demandent à ce que leurs maisons soient reconstruites, afin de résoudre le problème du manque d'abris et de leur permettre de regagner leur localité d'origine. Cependant, surtout pour les déplacés venant des villages environnants, cette dernière mesure n'est envisageable qu'avec l'amélioration de la situation sécuritaire au sein d'Alindao et au sein de leurs localités respectives.

## AMÉLIORATION DE L' AIDE HUMANITAIRE

Une partie de la population déplacés, aujourd'hui résidant dans les quatre sites mentionnés en amont, ont identifiés des recommandations à l'égard de l'action des ONG présentes et actives dans ces lieux, notamment en lien avec une partialité perçue.

Beaucoup font référence à la nécessité pour ces ONG d'avoir une approche plus impartiale dans leur intervention. En effet, certains migrants de retour mais aussi déplacés, et notamment les femmes ont émis la critique que la distribution de l'aide alimentaire, financière et matérielle n'était pas équitable et favorisait une partie de la population et de leur famille plus que d'autres – menant à la perception qu'il existe une forme de favoritisme et un manque d'inclusivité, bien que ces messages viennent des deux communautés religieuses.

---

Concernant le processus de recrutement des ONG, les participants notent que ces dernières emploient des personnes venues de Bangui plutôt que de recruter à Alindao. Ils souhaiteraient de ce fait que ce processus se passe au niveau local afin d'offrir des opportunités économiques aux jeunes d'Alindao.

---

# ANNEXES

## MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposé sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.



---

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - KOUANGO